

DE LA GRATUITE A LA COMMERCIALISATION DES MANUELS SCOLAIRES AU NORD-CAMEROUN 1960-2018

GARGA BARGUE

Université de Maroua

gargabargue@gmail.com 699880136/675257587

Résumé

L'école occidentale s'est implantée au Cameroun précisément dans la zone côtière en 1844. Depuis la création des premières structures d'éducation jusqu'en 1960, les manuels scolaires ont fait l'objet d'une distribution gratuite dans les établissements scolaires publics sur l'ensemble du territoire national. Le Nord-Cameroun, quant à lui, a continué à bénéficier de cette gratuité jusqu'en 1984 alors que dans la partie sud du pays les élèves s'offraient les manuels scolaires dans les lieux de vente. Comment la dynamique politique sur les manuels scolaires a-t-elle été maintenue au Nord-Cameroun depuis 1960 jusqu'en 2018 ? Pour répondre à cette question, un certain nombre d'ouvrages ayant traité de l'éducation en générale et les manuels scolaires en particulier sur le Cameroun et la région septentrionale ont été consultés. Une enquête a été menée sur le terrain auprès des personnes ressources ayant côtoyé le milieu scolaire pendant cette période. Toutes les informations collectées ont permis d'une part de présenter les facteurs ayant maintenu la gratuité des manuels scolaires dans la partie septentrionale. D'autre part, le présent travail analyse les raisons ayant conduit à la commercialisation avant de jeter un regard sur la trajectoire et les acteurs de la commercialisation des manuels scolaires.

Mots clés : commercialisation, gratuite, manuels scolaires, Nord-Cameroun.

Introduction

Le manuel scolaire est un document qui renferme des connaissances relatives à un domaine précis, destiné à l'école, à l'enseignement et exigé par un programme scolaire. C'est un recueil de savoirs méthodiquement rassemblés et destinés à une catégorie d'élèves. Abboud A. définit le manuel scolaire comme un ensemble pédagogique constitué de livres de lecture, CD-ROM et cahier d'activité (Abboud A., 2017). Loin de respecter un programme officiel à la lettre ni la progression, le manuel scolaire est un référent pour les élèves et les enseignants (Kenza E., 2010). Alain C., quant à lui, qualifie le manuel scolaire comme un recueil documentaire,

un ensemble pédagogique riche et complexe au regard de ses aspects divers, ses fonctions multiples et son statut ambigu (Alain C., 1992 :5).

Par définition, le manuel scolaire met en œuvre un programme d'enseignement pour un niveau donné. Il est conçu par des professionnels pour répondre aux besoins des élèves, des professeurs et des parents. Ce sont des éléments essentiels dans le processus d'apprentissage pour les élèves et de préparation des leçons pour les enseignants. Ces outils pédagogiques ont fait l'objet d'une distribution gratuite au Cameroun par l'administration coloniale française jusqu'à l'indépendance du pays en 1960. Cette politique de gratuité a été poursuivie par le gouvernement camerounais après son indépendance, même si certains facteurs ont emmené l'Etat à suspendre cette distribution dans la partie Sud-Cameroun. L'Etat, à cause du retard scolaire qu'a accusé la partie septentrionale du pays, a adopté une politique spéciale pour permettre la continuité de la gratuité dans cette partie du pays. Dans le souci d'améliorer les taux de scolarisation de la partie septentrionale du Cameroun, le gouvernement a usé des stratégies telles que la subvention de l'éducation avec la dotation des manuels scolaires aux élèves et dans les établissements scolaires publics. Cette situation a continué dans cette partie du pays jusqu'aux années 1980 où l'Etat a commencé à éprouver des difficultés liées à la récession économique qui a conduit au plan d'ajustement structurel. Dès lors, les parents ont pris le relai pour assurer la scolarité de leurs enfants, créant en même temps les lieux de commercialisation de ces outils pédagogiques. La théorie qui sous-tend ce travail est celle du dynamisme au regard du mouvement de la politique autour des manuels scolaires. Le présent article présente les facteurs ayant conduit à sa distribution gratuite au Cameroun avec un accent sur la politique spéciale de la distribution dans le Nord-Cameroun. Il fait une analyse du contexte de la commercialisation des manuels scolaires au Nord-Cameroun, avant de s'intéresser à leurs trajectoires, aux acteurs de cette filière. Pour finir, le

travail jette un regard sur l'organisation et le fonctionnement de ce secteur d'activité.

A. Distribution gratuite et gestion des manuels scolaires

Si la volonté politique du colonisateur à vulgariser sa culture à travers l'éducation a été l'un des facteurs de distribution gratuite des manuels scolaires au Cameroun, la lutte contre la sous-scolarisation l'a été davantage dans la partie septentrionale. Cela n'a pas été sans conséquences sur le développement de l'éducation dans cette partie du pays.

1- Facteurs de la distribution gratuite des manuels scolaires

Depuis l'implantation de l'école occidentale au Nord-Cameroun en 1905 (Martin, J., Y., 1970 : 18), cette partie du pays comme l'ensemble du territoire national a bénéficié de la gratuité des manuels scolaires. Plusieurs facteurs ont favorisé la gratuité de cet outil pédagogique dont l'importance est capitale pour la formation et la scolarisation de la jeunesse. Cette gratuité avait été rendue possible grâce à la subvention que le Cameroun en tant que territoire sous tutelle de la SDN (Société Des Nations) puis, sous mandat de l'ONU (Organisation des Nations Unies) mais qui était géré comme une colonie, recevait de la France, des ONG, de ses fonds propres, etc. Cet exercice a continué pendant toute la période coloniale sur l'ensemble du territoire national, mais au lendemain de l'indépendance de sa partie orientale en 1960, les subventions que recevait le Cameroun pour développer son éducation ont diminué, voire cessé ; ce qui a amené le pays à revoir sa politique sur l'éducation (Claude Marchand, 1970 :97). La première raison de la baisse d'aide aux pays africains selon Claude Marchand (1972) réside dans la volonté politique des Etats du sud à vouloir penser leur propre système d'éducation différent de celui mis en place par le colonisateur (Claude Marchand, 1972 : 128). Cette nouvelle vision qui n'allait plus dans le même objectif que celle mise en place par les colons ne devait plaire aux donateurs. La seconde, s'explique par la crise pétrolière de 1973 qui a secoué l'Occident et dont les conséquences se sont fait ressentir sur leur économie et a

affecté les subventions que ces pays accordaient aux Etats africains (Unesco, 1985). L'éducation a été l'une des principales victimes de la baisse des subventions accordées aux pays africains et le secteur des manuels scolaires en était le plus touché.

Avec la baisse de la subvention accordée à l'éducation dans les anciennes colonies, le Cameroun s'est retrouvé confronté aux problèmes de la scolarisation de l'ensemble de la jeunesse dont la demande devenait sans cesse croissante dans tout le territoire. Avec le peu de moyen dont disposait l'administration camerounaise, le pays devait réorienter ses objectifs afin d'apporter plus de soutien où la demande était la plus urgente (Marchand, 1978 : 550). Le Cameroun avait choisi de faire bénéficier davantage la partie septentrionale au vu des défis qu'il fallait relever dans cette partie du pays qui enregistrait le taux de scolarisation le plus faible. En effet, si pendant la période coloniale le problème de la mise en place d'une éducation de qualité était une préoccupation générale qui émanait de la volonté des puissances coloniales, ce problème semble revenir à la seule responsabilité du Cameroun au lendemain de son autonomie. Ainsi, l'Etat avait mis sur pied une politique particulière afin d'apporter des réponses efficaces aux grands enjeux et défis scolaires auxquels sa partie nord était confrontée. Cette aide du gouvernement consistait à soutenir fortement le développement du système éducatif au Nord-Cameroun en fournissant aux élèves non seulement des infrastructures mais aussi des manuels d'apprentissage (André, L., 1975 : 26). Ces manuels qui étaient distribués gratuitement dans tout le pays et particulièrement dans la partie septentrionale étaient édités en France et envoyés dans les Etats bénéficiaires en transitant par Brazzaville qui était la capitale de l'Afrique Occidentale Française (AOF) (Jean P. L., 1965 :105). Le Cameroun, dans la politique de développement de son système éducatif, surtout dans les zones où le retard en matière d'éducation était remarquable, avait mis un accent particulier sur l'aide en manuels scolaires. C'est pour cela que le gouvernement assurait

l'acheminement et la répartition dans les différentes parties de cette région nécessiteuse (Jiotsa, 2008 : 69). Dans ce projet, certaines maisons d'éditions étaient spécialisées dans l'édition des manuels scolaires destinés à l'utilisation dans les colonies. Il s'agissait entre autres des maisons d'édition Nathan, Flammarion, Hachette, Armand Colin. Toutes ces maisons d'édition, à chaque rentrée scolaire ou quelques mois avant, envoyaient dans la capitale de l'AOF leurs cargaisons qui sont redistribuées dans toutes les colonies françaises d'Afrique (Jiotsa, 2008 : 69). La distribution gratuite des manuels scolaires au Nord-Cameroun est une continuité logique de la politique française dans ses colonies d'après la conférence de Brazzaville qui a eu lieu du 30 janvier au 08 février 1944 où, la France a changé sa politique vis-à-vis de ses colonies en Afrique.¹

Cette gratuité des manuels scolaires dans les établissements publics avait continué jusqu'à l'indépendance du Cameroun en 1960 où le pays avait décidé de mettre en place une nouvelle politique d'éducation centrée sur les réalités locales avec des enseignements qui mettaient l'accent sur le quotidien de la population. Cette nouvelle politique du système éducatif n'était pas restée sans conséquences pour la donation des manuels scolaires dont bénéficiait le Cameroun pendant la période coloniale. La volonté des pays africains de vouloir adapter leur système éducatif à la réalité africaine, surtout après la conférence d'Addis Abeba du 15 au 25 mai 1961, où il avait été décidé que l'éducation devait avoir pour objectif la valorisation de la culture africaine (UNESCO. 1963 :56). Toutes ces mesures avaient fait que les subventions qui étaient accordées aux pays

¹ On se souvient qu'après cette grande rencontre historique entre les colonies françaises d'Afrique et la métropole (la conférence de Brazzaville qui n'a connu aucune présence africaine. Certes elle s'est déroulée en Afrique, mais aucun représentant n'a été admis en salle), la politique de l'éducation dans ces Etats du continent africain a pris un tournant déterminant avec la vulgarisation de l'éducation. Les dons du gouvernement français en matière d'éducation qui étaient envoyés au Cameroun, prenaient en majorité la direction de la partie septentrionale (Levy Arieih, 2008 : 70), car considérée comme zone d'éducation prioritaire (ZEP). Une fois parvenus au pays, les manuels scolaires étaient gratuitement distribués aux élèves fréquentant les établissements scolaires publics de cette parie.

africains pour soutenir leur système éducatif avaient connu une baisse considérable (Jiotsa, 2008 : 69).

Au lendemain de l'indépendance du pays, malgré la volonté du gouvernement de changer le système éducatif en le « camerounisant » (Emmanuel, N., 2015 :61), celui-ci s'était confronté au manque de moyens pouvant satisfaire la demande sans cesse grandissante. A partir de l'année scolaire 1961-1962, le budget alloué à l'éducation par l'Etat a commencé à aller *decrecendo*². Pour résoudre ce problème, le Cameroun avait été obligé de se tourner vers l'extérieur, notamment vers les maisons d'édition comme le Centre de Littérature Evangélique (CLE) (Tandjong Fopa, 2014 : 20). Ce partenariat était le fruit d'un accord entre les Eglises protestantes du Benin, du Cameroun, de la Cote d'Ivoire, du Togo, du Gabon et du Zaïre de l'époque, assistées des églises protestantes des Pays-Bas et d'Allemagne Fédérale. Dès l'année 1963, ces maisons d'édition sont installées dans les différents pays et avaient commencé à éditer les manuels scolaires des pays avec qui la coopération existe (Tandjong Fopa, 2014 : 21-22). Une autre maison d'édition vers laquelle l'administration camerounaise s'était tournée pour chercher un soutien afin de trouver une solution aux problèmes des manuels scolaires était les Editions Saint Paul qui étaient une maison d'édition purement française (Fozing, 2014 : 22).

La maison d'édition Saint Paul, qui était un démembrement d'une maison d'édition existant en France, avait édité les manuels scolaires au Cameroun pendant la première décennie de son indépendance. En plus de ces maisons d'éditions qui avaient fourni les manuels scolaires aux enfants camerounais pendant des années, le Cameroun avait reçu des aides extérieures pour le fonctionnement de son système éducatif. Dans les dix années scolaires (1967-1976) le Cameroun avait reçu un ensemble

² Aller en baisse.

d'aides à hauteur de 2 041 750 000 FCFA (Nna, Emmanuel, 2015 :65), qui étaient réparties comme l'indique le tableau suivant.

Tableau 1 : présentant les aides extérieures accordées à l'éducation entre 1967 et 1976 au Cameroun.

N°	Organisme	Montant
01	PNUD	402 000 000
02	UNESCO	412 500 000
03	BIRD-AID	1 053 000 000
04	UNICEF	174 250 000

Source : Thiery Emmanuel Nna, 2015 : 65.

Ce tableau présente un ensemble d'aides accordées au gouvernement camerounais pendant une décennie pour soutenir son éducation. Cette période ayant coïncidé avec la période quinquennale mise en place par le gouvernement du Cameroun, ces aides étaient destinées à soutenir l'éducation qui éprouvait des difficultés à fournir des enseignements de qualité aux jeunes enfants. C'est aussi la période pendant laquelle, la partie septentrionale du Cameroun avait plus que les autres parties du pays, bénéficié de l'aide pour améliorer son système éducatif. Cette décennie avait coïncidé avec le deuxième plan quinquennal (1966-1971) et le troisième plan quinquennal (1972-1976), où le gouvernement avait plus investi dans l'éducation et dont la partie septentrionale était prioritaire (Yasmine Charara, 2011 : 43, 44,47).

2- Gestion des manuels scolaires après la distribution

La Conférence des Ministres de l'Education des pays ayant le Français en partage (CONFEMEN, 2007 :42) souligne que la gestion des manuels scolaires, contrairement aux pays développés où les modalités d'emploi des manuels scolaires, vise à ce que chaque élève soit muni d'un manuel scolaire personnel par discipline d'enseignement. Dans ces pays, les établissements dont la situation où plusieurs élèves se partagent un même manuel scolaire sont négligeables, de même que les cas de pénurie complète d'ouvrages scolaires constituent davantage la règle que l'exception (CONFEMEN, 2007 :353).

En principe, que ce soit dans les pays développés ou dans les pays en voie de développement, la plupart des chefs d'établissements sont pratiquement unanimes à considérer que les établissements scolaires constituent l'instance la mieux placée pour gérer les manuels scolaires³. Pour ces directeurs et proviseurs, au regard de leur expérience sur le terrain, doivent avoir en charge la ligne opérationnelle complète en matière de gestion du budget, des achats et de la gestion des stocks des manuels scolaires qui leur sont destinés⁴.

Pendant plus de deux décennies après l'indépendance du Cameroun, la partie septentrionale du pays avait bénéficié de la distribution gratuite des manuels scolaires de la part de l'Etat, des pays donateurs comme l'Allemagne, la France, et des organisations Internationales telles que : la Banque Mondiale, l'UNESCO, l'UNICEF, OIF (Garga Bargue, 2018 : 69). C'est le Ministère de l'Education qui était chargé de l'expédition de ces manuels scolaires à partir du magasin central vers les bureaux régionaux de l'éducation. Ceux-ci, à leur tour, les faisaient parvenir dans les établissements scolaires, que ce soit en ville ou dans les zones rurales. Pour éviter le gaspillage et la destruction rapide de ces manuels scolaires, un ensemble de dispositifs a été mis en place par le gouvernement afin de bien gérer ces manuels scolaires, une fois distribués dans les établissements scolaires. A titre d'illustration, la structure des livres était si importante qu'ils devaient être protégés par une bonne couverture en papier ou en plastique pour en prolonger l'utilisation. Les élèves devaient écrire leur nom sur la couverture des manuels qu'ils recevaient afin de leur accorder beaucoup plus d'attention⁵.

Bien que l'entière responsabilité de la gestion des manuels scolaires incombait au chef d'établissement, les enseignants s'occupaient de

³ Dargouna Dikissia, 66 ans, instituteur en retraite, Maroua, entretien du 14 septembre 2017.

⁴ Selon le guide des personnels des établissements des enseignements secondaires, il existe une rubrique destinée à alimenter la bibliothèque du lycée.

⁵ Hamman Bring, 68 ans, chef d'établissement en retraite, Bogo, entretien du 14 septembre 2021.

l'organisation quotidienne⁶ : ils distribuait les manuels scolaires aux élèves, les enregistraient, les ramassaient à la fin de leur utilisation, vérifiaient leur état, les comptaient pour les ranger à la fin de la semaine, à la fin du trimestre ou à la fin de l'année⁷. Il arrivait que les élèves ne fussent pas autorisés à emporter les livres chez eux. Dans ce cas, les responsables des établissements les ramassaient, les vérifiaient et les rangeaient chaque jour. C'est ce qui ressort des propos de Dargouna Dikissia lorsqu'il dit : « ces manuels scolaires étaient contrôlés à la fin de chaque semaine. Mais pour les ramasser et les ranger dans le but d'une utilisation ultérieure, nous les faisons à la fin du trimestre et en fin d'année ». ⁸

Pour le cas du Cameroun, sa partie septentrionale est confrontée, comme toutes les autres ou un peu plus que ces dernières, au problème de l'amélioration de l'éducation de la jeunesse. Les options économiques qui accompagnent cette politique se modèlent aux caprices de l'évolution de l'économie du pays avec tout de même un souci constant de l'adapter, pour l'autorité politique, au contexte local de zone d'éducation prioritaire.

Cette politique d'appui en matériels didactiques selon Louis Duvernois est pratiquée dans nombre de pays où il est difficile de se procurer un manuel scolaire (Louis Duvernois, 2009 :73). Le sondage effectué sur l'aide internationale à la distribution gratuite et à la gestion des manuels scolaires auprès des responsables des pays développés montre que contrairement aux pays pauvres où ces aides viennent de partout, dans les Etats du Nord aucun dynamisme n'est fait dans ce domaine (Louis Duvernois, 2009 :73).

Comme il est souligné dans les lignes précédentes, à chaque rentrée scolaire, les pays donateurs et plusieurs partenaires

⁶ Hamman Bring, 68 ans, chef d'établissement en retraite, Bogo, entretien du 14 septembre 2021.

⁷ Hamman Bring, 68 ans, chef d'établissement en retraite, Bogo, entretien du 14 septembre 2021.

⁸ Dargouna Dikissia, 66 ans, instituteur en retraite, Maroua, entretien du 14 septembre 2017.

nationaux/internationaux font des efforts pour améliorer les conditions scolaires dans la partie septentrionale du Cameroun. Malgré tous ces efforts consentis par l'ensemble des partenaires au développement susmentionnés, les manuels scolaires font défaut dans les établissements de cette partie du pays (Garga Bargué, 2018 :55). Il ne fait donc aucun doute que la qualité de l'apprentissage, la garantie d'acquisition des savoirs essentiels et les compétences dépendent en grande partie de la disponibilité des manuels scolaires. La gestion des manuels scolaires dans la partie septentrionale du Cameroun est une question complexe dans la mesure où beaucoup des facteurs (lieu de stockage, sécurité contre le pillage, protection contre les intempéries) manquent aux responsables des établissements scolaires pour gérer avec efficacité ces documents pédagogiques.

Selon la Conférence des Ministres de l'Éducation des pays ayant le français en partage (COFENMEN, 2007 : 35), cette politique de gestion des manuels scolaires est pratiquée dans tous les établissements scolaires où ces documents pédagogiques sont distribués gratuitement. Cependant à cause de certaines difficultés liées à la mauvaise gestion de ces stocks et à la distribution gratuite, les établissements scolaires se sont vidés de leur contenu pédagogique. Les canaux publics de distribution se sont heurtés à des difficultés. La chaîne de distribution s'interrompait le plus souvent au niveau des régions à partir desquelles les livres devaient être livrés aux différents établissements scolaires⁹. Ces bureaux chargés d'acheminer les manuels scolaires dans les écoles manquaient plus souvent de moyens de transport et ces manuels étaient entreposés dans des endroits n'assurant pas une bonne protection aux manuels scolaires. Ces entrepôts publics sont parfois inadéquats ; ce qui expose les manuels scolaires à des intempéries, au vol, à la poussière, à l'humidité, aux parasites, etc. Il n'existait, pour la plupart dans ces lieux de stockage aucun système de protection (armoire, plastique

⁹ Longman, 55 ans, libraire, Mvog-Mbi, entretien du 24 Juin 2018 Yaoundé.

imperméable) de ces manuels scolaires contre l'usure d'où la mauvaise gestion de ces documents¹⁰. Les manuels scolaires étaient entassés en piles qu'il faut déplacer fréquemment. Cela détériorait les emballages et leurs contenus d'où, la détérioration souvent de ces manuels scolaires avant leur arrivée à destination dans les établissements scolaires. Dargouna Dikissia renchérit sur la situation en ces termes : « les établissements scolaires recevaient souvent les manuels scolaires à un état dégradé et ne pouvaient servir à rien. Certains établissements scolaires rencontraient des problèmes de stockage au point où ces manuels scolaires n'avaient pas eu une longue durée de vie »¹¹.

Pendant des années, la gestion des manuels scolaires distribués gratuitement dans les établissements a été une préoccupation pour les responsables que ce soit au niveau central ou local. Les manuels scolaires, au-delà de leur gratuité, faisaient l'objet de location et de prêt dans les bibliothèques scolaires, les établissements, les librairies du poteau.

B. Crise économique des années 1980 et la fin de la gratuité des manuels scolaires au Nord-Cameroun

La période de distribution gratuite des manuels scolaires a été certes le moment où les colonisateurs ont fait la promotion de leur culture, mais cette période a permis la vulgarisation de cet outil pédagogique. Dans la partie septentrionale du Cameroun cette gratuité a continué longtemps après l'indépendance du pays pour ne prendre fin qu'avec la crise économique des années 1980 pour laisser la place à sa commercialisation.

1- Fin de la gratuité des manuels scolaires au Nord-Cameroun

Le Cameroun a fait face à des difficultés depuis l'introduction de l'école occidentale sur son territoire. Cependant sa partie septentrionale l'a davantage vécu car, cette école était considérée par les adeptes des

¹⁰Dargouna Dikissia, 66 ans, instituteur en retraite, Maroua, entretien du 14 septembre 2017.

¹¹Dargouna Dikissia, 66 ans, instituteur en retraite, Maroua, entretien du 14 septembre 2017.

religions ancestrales comme « la chose des Blancs » qui ont pactisé avec leurs ennemis Peuls. Les musulmans, quant à eux, voyaient en elle une sorte de système contraire aux valeurs traditionnelles et culturelles de l'Islam. La distribution gratuite des manuels scolaires dans cette partie du pays cherchait à réduire la disparité qui existait entre le Sud fortement scolarisé et le Nord dont le développement de l'école occidentale connaissait des difficultés¹². L'indépendance était l'occasion pour le Cameroun et même l'ensemble des pays africains de comprendre l'enjeu de développement économique dont l'école était la condition *sine qua non* pour atteindre leurs objectifs (Pourtier, 2010 : 235). En fait, après son indépendance et sa réunification, le Cameroun avait mis sur pied un chantier de développement économique, social et culturel. Pour ce faire, le gouvernement a choisi un mode de gestion basé sur une politique de planification d'investissement à travers les plans quinquennaux (Ibrahim Abdourahman, 2018 :131).

Ce programme ayant touché tous les secteurs de la vie sociale au Cameroun parmi lesquels celui de l'éducation, l'Etat était obligé d'abandonner certaines de ses responsabilités dans l'aide qu'il apportait aux parents dans le processus de la formation scolaire de leurs enfants pour gérer l'essentiel de ses devoirs régaliens. A partir de cette période, l'école, bien qu'appartenant à l'Etat, pour le cas des établissements publics, ne recevait plus d'aides destinées aux enfants pour leur faciliter l'instruction. Les parents des élèves sont désormais appelés à prendre leurs responsabilités pour l'encadrement de leurs enfants, surtout en matière de manuels scolaires.

Avant de s'intéresser au rôle des parents dans le processus de formation des enfants, il importe de jeter un regard sur les différentes formes d'aides qu'ont reçues les différentes régions du Cameroun jusqu'à la grande crise

¹² Ali Kirna, 76 ans, Premier délégué provincial à l'éducation nationale pour le Nord, Garoua, entretien du 18 novembre 2018.

économique qui a bouleversé le monde. Dans ce sens, le système éducatif occupait une place de choix dans cet ambitieux dessein qui, par ailleurs, épousait les objectifs de la conférence d'Addis Abeba, mentionné plus haut. Pour réussir sa mission, le Cameroun avait sollicité le soutien de l'UNESCO dans la planification et le développement d'un système éducatif qui lui est propre (Ibrahim Abdourahman, 2018 : 132). Toutefois, il faut noter que la mise en application de ces propositions de l'organisation onusienne par le gouvernement n'avait pas permis d'obtenir le résultat escompté parce que le pays a été confronté à un certain nombre de difficultés après l'implémentation du premier plan quinquennal de 1960-1965.

Avec une population en âge scolaire qui frôle les 50 % dans certaines localités, le Cameroun devait investir encore énormément pour satisfaire le besoin en éducation dont la demande va plus grandissante au fil des ans (Poutier, 2010 : 235). La crise économique mondiale des années 1970 a vu l'aide extérieure qui soutenait le système éducatif du Cameroun prendre un coup, laissant la responsabilité à l'Etat de supporter le poids économique de l'éducation de sa jeunesse. L'Etat, de son côté ne pouvant pas prendre en charge l'ensemble des besoins du pays en cette matière s'est résolu à soutenir le Nord-Cameroun dont le retard scolaire était flagrant au détriment de la partie méridionale du pays (André Labrousse, 1975 :39).

Pendant cette période, l'Etat ne pouvait que circonscrire les dépenses liées à la scolarisation. Les parents des élèves de la partie méridionale du pays sont mis à contribution dans les dépenses effectuées pour la formation de leur progéniture. Cependant, compte tenu de peu d'intérêt que le Nord-Cameroun accordait à l'éducation, le gouvernement a, à travers sa politique de réduction du taux d'analphabétisme dans cette partie du pays, obligé les communes à inscrire dans leur budget un minimum de 500 fcfa par enfant scolarisé pendant que l'ensemble des dépenses reste à la charge des parents dans les autres régions (André

Labrousse, 1975 : 32). Cette particularité d'allègement financier de la scolarisation ne se limitait pas seulement au niveau des établissements publics. Les élèves des écoles privées payaient 50 fcfa comme frais d'écolage dans le Nord-Cameroun pendant que les frais de cette même scolarisation dans le Sud-Cameroun pouvaient s'élever à environ 2650 fcfa (André Labrousse, 1975 :32). L'éducation dans le Nord-Cameroun pendant la décennie après l'indépendance du pays était gratuite même si certaines communes ne reversaient pas totalement le montant qui leur était demandé tel que le souligne Ali Kirna :

Quand l'aide extérieure a diminué, le gouvernement de l'époque a fait une faveur au Nord-Cameroun pour pallier le retard qu'il accusait en matière de scolarisation. Pendant que l'Etat s'est désengagé dans la partie sud, le Nord recevait des communes une subvention. Cependant, la somme comprise entre 500 et 1000 fcfa par élève scolarisé qui était demandée à chaque commune proportionnellement par rapport à la taille de la commune n'était pas respectée. Certaines communes ne reversaient que la moitié de ce qui leur était demandé¹³.

Malgré les conjonctures économiques difficiles, le gouvernement a supporté la scolarisation de cette partie du pays pendant plus de vingt années.

Sur le plan économique, la crise s'est accentuée au milieu des années 1980 en Afrique et particulièrement au Cameroun avec la chute des cours des matières premières. Cette crise économique a créé un déséquilibre financier important avec une baisse du PIB qui a abouti à une dévaluation du Francs CFA en 1994 (Nganawara, 2005 :15). Entre temps, cette récession avait, bien avant cette date, poussé l'Etat à ne plus mettre les manuels scolaires à la disposition des élèves. Cette situation économique a mis le Cameroun dans une position d'incapacité à honorer ses engagements vis-à-vis de sa population, c'est-à-dire la subvention accordée à l'éducation dans le Nord-Cameroun¹⁴.

¹³ Ali Kirna, 76 ans, Premier délégué provincial à l'éducation nationale pour le Nord, Garoua, entretien du 18 novembre 2018.

¹⁴ Ali kirna, 76 ans, ancien délégué provincial à l'éducation nationale, Garoua, entretien du 14 Juin 2018.

Ces contraintes structurelles qui ont durablement secoué le Cameroun ont, en outre, été aggravées par la mise en place du PAS (Programme d'Ajustement Structurel) à partir des années 1980 (Ngoufo Yemedi, 2012 :10). Elle a occasionné des bouleversements sur le terrain de l'économie, sonnait le glas des plans quinquennaux. Le Cameroun a été contraint de se tourner vers le FMI pour faire face à ses problèmes économiques (Pigeaud, 2011 :44).

Cette nouvelle politique de gouvernance contraignait l'Etat camerounais à revoir l'ensemble de son programme de développement, surtout le système scolaire dans le Nord-Cameroun. Le secteur de l'éducation était l'un des domaines sociaux qui a été le plus affecté. En plus de la fonte des salaires des enseignants et autres problèmes qui mettaient à mal le système éducatif du Cameroun, l'Etat n'arrivait plus à subventionner, comme par le passé, l'éducation dans sa partie nord en fournissant gratuitement les manuels scolaires aux enseignants et aux apprenants (Garga Bargué, 2018 :49).

Dans ces conditions, l'investissement pour la formation des jeunes représentait une charge énorme. La politique du gouvernement qui cherchait à réduire le fossé entre le Sud, assez scolarisé et la partie septentrionale du pays où l'éducation éprouvait des difficultés à s'épanouir, est devenue compliquée. N'arrivant plus à supporter cette charge économique qui devenait de plus en plus colossale pour l'Etat, les parents d'élèves étaient obligés de participer économiquement à la formation de leurs progénitures. Désormais, chaque parent devait prendre en charge les dépenses liées à l'achat des manuels scolaires et autres matériels didactiques destinés à la formation de leurs enfants. A partir de l'année scolaire 1984, l'Etat, à travers la plupart des communes, s'est désengagé à fournir de l'aide en matière scolaire aux élèves dans la partie septentrionale du Cameroun (André L., 1975 :36). Les parents qui désiraient doter leurs enfants des manuels scolaires étaient obligés d'aller

dans les lieux de distribution qui existaient déjà et où les établissements privés s'y ravitaillaient¹⁵. C'est donc cette nouvelle politique de l'éducation qui est venue contribuer à la vulgarisation des espaces de commercialisation des manuels scolaires dans les centres urbains du Nord-Cameroun.

2- Nouvelles sources d'approvisionnement des manuels scolaires

La commercialisation des manuels scolaires qui avait commencé plusieurs années dans la partie méridionale du Cameroun était devenue effective dans le Nord du pays à partir de 1984¹⁶. Le gouvernement, qui s'était trouvé dans l'incapacité de satisfaire et d'honorer ses engagements vis-à-vis de la demande en manuel scolaire, avait favorisé la création des espaces marchands de ces outils pédagogiques. Dès lors, les sources d'approvisionnement et les trajectoires que prennent les manuels scolaires avant d'arriver au Nord étaient variées.

Cependant, de nos jours le nombre limité, voire l'absence des librairies dans la partie septentrionale du Cameroun rend difficile l'approvisionnement en manuel scolaire. En effet, au début de la commercialisation des manuels scolaires au Nord-Cameroun, les librairies comme : la SOPROSDIA (Société de Promotion Scolaire dans le Diamaré) à l'Extrême-Nord, la Librairie du Nord dans le Nord et la Librairie protestante dans l'Adamaoua avaient fait les beaux jours des lieux de vente des manuels scolaires dans cette partie du pays¹⁷. Toutes ces structures ont disparu les unes après les autres pour des raisons inexplicables. De nos jours, l'absence ou l'insuffisance des librairies formelles dans cette partie du pays a favorisé le développement des librairies du poteau (librairies non formelles où se vendent des livres et manuels scolaires neufs ou de seconde main). Selon le poids économique

¹⁵Ali Taïga, 75 ans, homme d'affaires et ancien actionnaire de la SOPROSDIA, Maroua, entretien du 25 juillet 2017.

¹⁶ Ali Taïga, 75 ans, homme d'affaires et ancien actionnaire de la SOPROSDIA, Maroua, entretien du 25 juillet 2017.

¹⁷Ali Taïga, 75 ans, homme d'affaires et ancien actionnaire de la SOPROSDIA, Maroua, entretien du 25 juillet 2017.

du vendeur, les lieux d'approvisionnement diffèrent les uns des autres. Pour les librairies du poteau, le stockage est le moyen par excellence pour s'approvisionner pendant la période dite « morte » sur place au marché. Cette technique consiste à rester sur place au marché attendre les particuliers, les élèves et les parents venir leur proposer les livres au programme ou hors programme qui ne sont plus utiles pour eux¹⁸. On peut également faire le stockage en se déplaçant vers les lieux où se vendent en grande quantité ces manuels scolaires et où le libraire peut trouver satisfaction quelles que soient ses exigences ou ses besoins. Le stockage exige beaucoup de patience et nécessite des moyens, car le vendeur peut stocker les manuels scolaires pour les revendre plusieurs mois après. Dans la vente des livres et des manuels scolaires, il existe des périodes de fortes demandes allant du mois d'août au mois d'octobre et des périodes où la demande est quasi-nulle allant du mois de mars au mois de mai. En plus du stockage, les vendeurs ou les libraires de la partie septentrionale du Cameroun se déplacent dans certaines régions plus précisément dans les villes de Douala et de Yaoundé pour se ravitailler en manuels scolaires.

Situées à plus de 1000 km de la partie septentrionale du Cameroun, ces deux grandes villes auxquelles on peut associer la ville de Bafoussam sont les centres d'approvisionnement en manuels scolaires au Cameroun¹⁹. En plus de ces grands centres urbains, il y a, jusqu'à une certaine période, et très récemment les pays d'Afrique francophone comme le Gabon, le Congo Brazzaville, le Tchad, voire les pays d'Afrique de l'Ouest comme le Niger, la Côte d'Ivoire avec qui le Cameroun avait les mêmes programmes scolaires²⁰. Plusieurs facteurs prédisposent ces villes à être des lieux de distribution des manuels scolaires dans tout le

¹⁸ Hamman Daniel, 45 ans, vendeur au poteau, Maroua, entretien du 23 mars 2019.

¹⁹ Hamman Daniel, 45 ans, vendeur au poteau, Maroua, entretien du 23 mars 2019.

²⁰ Ali Mahamat, 47 ans, importateur des manuels scolaires des pays d'Afrique francophone, Maroua, entretien du 18 novembre 2018.

pays et donc le Nord du pays²¹. Comme le souligne Médard Lieugomg (2009), comparativement aux autres villes du Cameroun où le commerce des livres n'est pas très développé en termes de l'espace et du nombre de vendeurs à temps plein, dans les villes de Yaoundé et de Douala, cette activité connaît une dynamique remarquable et constitue un carrefour où toutes les autres villes viennent s'approvisionner en manuels scolaires et autres matériels didactiques (Medard Lieugomg, 2009 :13). Ces grandes villes du Cameroun sont les pôles de ravitaillement en manuels scolaires pour les autres régions, y compris celles du Septentrion.

Ces dernières années, on a remarqué des échanges interurbains dans la partie septentrionale du Cameroun et même au sein d'une même ville. C'est-à-dire au sein des villes de la région septentrionale, les vendeurs font le déplacement d'un département à un autre ou d'un arrondissement à un autre pour se ravitailler auprès de leurs homologues vendeurs. Tout ceci concerne le marché du poteau où les libraires font majoritairement dans les livres d'occasion.

On peut classer les sources d'approvisionnement en fonction des structures de distribution des manuels scolaires. Il s'agit des maisons d'édition des livres et manuels scolaires et des librairies. L'absence des maisons d'édition des manuels scolaires et des librairies dans la région septentrionale oblige les acteurs de cette activité à se déplacer pour la partie méridionale afin de s'y ravitailler. Même comme la plupart des manuels scolaires étudiés au Cameroun sont édités à l'étranger (France Italie, Belgique Chine), les grands centres de distribution ne sont pas aussi situés dans la partie septentrionale, d'où le déplacement de tous ceux qui font dans la distribution des manuels scolaires et des matériels didactiques²².

²¹ Ali Mahamat, 47 ans, importateur des manuels scolaires des pays d'Afrique francophone, Maroua, entretien du 18 novembre 2018.

²² Ali Mahamat, 47 ans, importateur des manuels scolaires des pays d'Afrique francophone, Maroua, entretien du 18 novembre 2018.

3. Trajectoires suivies par les manuels scolaires et les espaces de distribution

Le secteur du livre en Afrique francophone et au Cameroun en particulier est caractérisé par une demande d'importation très forte en opposition à un marché d'export quasiment inexistant (Anais Cognard, 2012 : 23). Les importations des livres de l'ancien colonisateur vers les pays d'Afrique francophone, selon le sondage d'Anais Cognard, s'élevaient à plus de 36 963 euros dans les années 2000²³. Cependant, les exportations des livres africains vers la France s'élèvent à 1 216 euros dans la même année (Anais Cognard, 2012 : 23). Cela démontre que le commerce des livres africains vers la France ou même plus largement vers l'international est inexistant. De manière générale, les éditeurs africains restent les éditeurs nationaux avec une faible exportation même au niveau continental.

Sur le rapport d'activités des structures de diffusion et de distribution du livre et manuels scolaires africains en Afrique et au Cameroun en particulier, rares sont les maisons d'édition qui font dans les manuels scolaires. Cette absence ou insuffisance explique l'absence d'une exportation des livres et manuels scolaires des pays africains vers d'autres continents (Thierry, 2013 :40). L'autre explication à l'absence des manuels scolaires africains dans d'autres continents vient du fait qu'ils sont attachés aux traits culturels dont les divergences ne sont pas à démontrer. Cette divergence se remarque davantage dans les manuels scolaires alors que dans les livres, les critères majeurs ne constituent pas un frein à l'exportation surtout dans le domaine de littérature.

En matière des manuels scolaires et livres, l'Afrique et le Cameroun en particulier ont pendant des années été dépendants de l'Occident et des pays Asiatiques. Dans les débuts de la scolarisation, l'ensemble du Cameroun et sa partie nord n'ont eu qu'une seule source d'approvisionnement.

²³La France à elle seule dans les années 2000 a exporté les livres et manuels scolaires dans le monde d'une valeur de 701 millions d'Euros et donc 36963 d'euros en Afrique Francophone.

Comme les sources d'approvisionnement, les trajectoires que prennent les manuels scolaires sont multiples. En ce qui concerne les manuels édités au Cameroun, pour prendre le cas des manuels scolaires neufs, ils passent des maisons d'édition pour les grandes librairies et grandes surfaces se trouvant dans les grandes agglomérations avant d'atterrir dans les mains des vendeurs partis des régions septentrionales dans le but de s'en approvisionner. Les petits libraires qui ne disposent pas de moyens conséquents partent du Nord-Cameroun pour s'approvisionner dans les grandes librairies des métropoles de Yaoundé et de Douala. Afin d'éviter certains dysfonctionnements dans leur activité, les maisons d'édition qui travaillent en collaboration avec les grands libraires ont des exigences et des conditions qui leur permettent de mettre de l'ordre dans la distribution de leurs produits. Selon Foka Michel²⁴, pour se ravitailler en manuels scolaires dans les maisons d'édition, ces dernières exigent une caution qui, souvent, est une forte somme d'argent qui peut être estimée à un million ou un million et demi, accompagnée d'un dossier à déposer dans ces structures.

Le secteur de distribution des manuels scolaires a connu un changement inattendu dans les années 1990 avec la loi sur la libéralisation du secteur de l'éducation. Avant la libéralisation du secteur des manuels scolaires, il n'y avait pas assez de maisons d'édition au Cameroun. Mais quelques années plus tard, ces maisons d'édition ont commencé à se multiplier de telle sorte qu'en 2016, elles se sont multipliées à une vitesse exponentielle (Vounda, 2017 : 93) en même temps que les lieux de distribution des manuels scolaires. A partir de 2016, le Cameroun compte 126 maisons d'édition des livres et manuels scolaires alors que dix ans auparavant on en recensait 83 dans tout le pays (Vounda, 2017 : 92). Malgré la pléthore de maisons d'édition dans les métropoles économique et politique du Cameroun, la situation n'a pas connu une évolution quant à la trajectoire que prennent les manuels scolaires pour arriver dans la partie

²⁴ Foka Michel, 56 ans, libraire à Mvog-Ada montée SNI, Yaoundé, entretien du 28 juillet 2019.

septentrionale. A cause de l'absence de grandes librairies, les manuels scolaires ne peuvent pas quitter des maisons d'édition pour le Nord-Cameroun directement. Avant de prendre le chemin du septentrion, tous les manuels édités sur place au pays doivent passer par les librairies installées dans les villes de Yaoundé et de Douala où ils sont récupérés par les vendeurs du Nord.

Il en ressort qu'au niveau local, tout le monde prend la même direction, c'est-à-dire la partie méridionale du Cameroun où l'on trouve les grandes librairies et les maisons d'édition des manuels scolaires.

Pour le cas des manuels scolaires édités à l'étranger, deux options se dégagent. Il y a ceux qui arrivent d'abord dans les capitales politique et économique qui sont stockés dans les centres agréés où les vendeurs de la partie septentrionale viennent se ravitailler. Ensuite, il y a ceux qui transitent par les pays voisins avec qui le Cameroun partage les mêmes programmes et manuels scolaires²⁵.

Pour le moyen de déplacement, que ce soit des métropoles du Cameroun ou pour des pays voisins, les vendeurs du Nord-Cameroun utilisent les mêmes méthodes pour acheminer leurs produits jusqu'à leurs lieux de distribution. En plus des voitures par les routes, le train est également emprunté pour les régions qui sont traversées par les rails.

C. Aperçu sur les acteurs de la distribution des manuels scolaires

On distingue plusieurs stratigraphies de vendeurs selon leurs capacités financières. Ceux qui ont assez de moyens disposent des librairies formelles et d'autres, par contre par rapport à leur niveau de bourse, sont à la librairie du poteau.

²⁵ Jusqu'à une époque récente, la plupart des pays d'Afrique francophone partageaient les mêmes programmes scolaires.

1- Grands libraires

Les grands libraires sont de véritables hommes d'affaires qui ont besoin de faire tourner leurs fonds de commerce. Ne pouvant donc pas se permettre d'acheter des livres qui ne se vendent pas systématiquement, ces entrepreneurs culturels misent le roulement de leur fonds sur des paris, des opérations de promotion visant à sensibiliser le public à de nouveaux ouvrages pour faire des bénéfices. Une chose est certaine, au Cameroun, les libraires travaillent essentiellement avec les fournisseurs que sont les multiples maisons d'édition des manuels scolaires qui ne cessent de naître au fil des ans. Les grandes librairies sont détenues par les libraires dont le capital financier est consistant (Lieugomg, 2009 : 108). Ces grands vendeurs sont ceux qui n'ont dans leurs rayons que des manuels neufs. La plupart des grands vendeurs travaillent en collaboration avec les maisons d'édition qui, après avoir déposé une caution auprès des structures éditrices des manuels scolaires, reçoivent une quantité importante des manuels qu'ils distribuent pendant toute la période de vente. Au Nord-Cameroun, on a enregistré une dizaine de grandes libraires réparties comme suit : trois grandes dans la ville de Ngaoundéré ; trois dans celle de Garoua et quatre dans la ville de Maroua qui ont toutes disparu aujourd'hui pour ne laisser exister qu'une seule par ville soit : *la librairie protestante* à Ngaoundéré, *la librairie Nord* à Garoua, et la librairie *Ecotra* à Maroua²⁶.

La particularité du fonctionnement des librairies formelles gérées par les grands libraires concerne la question du retour. Les libraires installés dans les grandes villes camerounaises ont une possibilité de retour des invendus auprès de leurs fournisseurs ; ce qui n'est pas le cas pour les librairies du poteau et des autres vendeurs non formels. En effet, entre les vendeurs du poteau et les autres grossistes non formels, il n'existe pas de signature d'accord. Donc, les éditeurs n'acceptent aucun retour

²⁶ Enquête personnelle.

des invendus de leur part²⁷. Du coup, ceux-ci sont obligés d'accumuler un stock en fonction de leur possibilité financière ; ce qui nécessite de bien faire ses choix. Il y a une réelle difficulté à fournir une grande variété d'offre pour les clients. Le libraire est obligé de parier sur un livre qu'il choisit de commander, sachant que le livre, lui, va rester en cas de mauvaise estimation²⁸.

2- Grossistes

Les grands vendeurs, également appelés « baos », sont des grossistes qui sont souvent confondus aux dépositaires, c'est-à-dire des vendeurs auprès desquels les maisons d'édition viennent déposer des stocks pendant la période de vente et qui ont la possibilité de renvoyer les invendus à la fin de la saison²⁹. Ces grands vendeurs sont spécialisés dans le stockage et la vente de livres neufs et vieux à des prix réduits. Cette catégorie de vendeurs des manuels scolaires dispose des moyens financiers conséquents lui permettant de vendre les manuels neufs et vieux. Dans les centres urbains, les grands vendeurs se retrouvent au poteau, car malgré la consistance de leur stock, ils ne disposent que des tables sur lesquelles sont entreposés les manuels. Généralement, les grands vendeurs des chefs-lieux des régions sont considérés comme des grossistes au vu de l'importance de leur stock qu'ils vendent en gros et aussi en détail³⁰.

Le nombre élevé d'éditeurs au Cameroun a amené certains à collaborer avec les vendeurs qui deviennent des petits dépositaires. En fait, un éditeur petit ou moyen est donc contraint de déléguer ce travail de distribution aux personnes appelées distributeurs qui sont sur le terrain (Lieugomg, 2009 : 105). De ce fait, ces personnes se retrouvent dans une situation où elles ne sont pas complètement libres de choisir. Ce sont les distributeurs et les diffuseurs qui, en fonction des rythmes de parution,

²⁷ Foka Michel, 56 ans, libraire à Mvog-Ada montée SNI, Yaoundé, entretien du 28 juillet 2019.

²⁸ Foka Michel, 56 ans, libraire à Mvog-Ada montée SNI, Yaoundé, entretien du 28 juillet 2019.

²⁹ Foka Michel, 56 ans, libraire à Mvog-Ada montée SNI, Yaoundé, entretien du 28 juillet 2019.

³⁰ Hamman Daniel, 45 ans, vendeur au poteau, Maroua, entretien du 23 mars 2019.

des chiffres et du volume des ventes de cet éditeur et de sa complémentarité avec les autres éditeurs de son catalogue, acceptent de le prendre en compte. Une caution est en général exigée alors par le distributeur et sa rémunération ainsi que celle du diffuseur consistent en un pourcentage sur les ventes (10 % en moyenne pour la distribution). Ce pourcentage est souvent assorti de la condition d'un chiffre d'affaires minimal correspondant à une rémunération minimale³¹. Plus loin encore, certains distributeurs sont tenus d'atteindre un chiffre compris entre cinq cent mille à un million de francs pour voir leur prime grandir et gagner la confiance de l'éditeur pour qu'à la période de vente prochaine, la quantité du stock soit augmentée.

3-Détaillants

La troisième catégorie de distributeurs des manuels scolaires dans la région septentrionale est constituée des personnes aux revenus moyens. Au marché du poteau de la ville, il existe deux types de vendeurs de moindre envergure parce que possédant un petit capital financier pour démarrer le marché. Le premier type est constitué de ceux qui ne disposent pas de marchandise. Leur activité principale est d'acheter des manuels pour les proposer et les vendre aux autres vendeurs. Ce type de vendeurs est installé avec son comptoir sur lequel il dépose de la pacotille pour juste signifier aux clients qu'ici il y a un vendeur de manuels scolaires. Vu la limite de ses moyens, à chaque fois que ces vendeurs achètent un manuel au programme entre les mains d'un client qui cherche à le revendre, aussitôt ils le leur proposent pour le revendre aux collègues les plus offrants³².

L'autre type est constitué des vendeurs qui sont recrutés dans les quartiers, le plus souvent dans des quartiers reculés sans comptoir et qui ne disposent pas de moyens assez importants leur permettant de

³¹ Hamman Daniel, 45 ans, vendeur au poteau, Maroua, entretien du 23 mars 2019.

³² Kamoua Emmanuel, 57 ans, vendeur de livres à Ekounou, Yaoundé, entretien du 25 juin 2017.

s'installer dans des grands comptoirs³³. Ils sillonnent les quartiers et arpentent les rues à longueur des journées à la recherche d'éventuelles personnes qui chercheraient à vendre leurs manuels. Dès qu'ils parviennent à mettre la main sur un ou deux manuels qui sont encore au programme, ils se rendent immédiatement au centre-ville pour les proposer aux commerçants installés sur place³⁴.

4-Vendeurs ambulants au service d'un vendeur stable appelés « apacheurs »

Cette catégorie de vendeurs ne dispose ni de comptoir propre ni de stock de manuels scolaires à vendre. Les acteurs de cette catégorie sont encore appelés *attaquants* et sont généralement au service des vendeurs stables disposant de comptoirs. Ce sont de véritables chasseurs des clients. La mobilité de ces vendeurs dans tout le marché du poteau et dans les librairies leur donne l'avantage de maîtriser le contenu des étals des vendeurs fixes et des rayons des librairies. Pour la plupart, ils maîtrisent tout sur les manuels jusqu'aux prix de la majorité pour ne pas dire de la totalité³⁵.

Ce sont des vendeurs dont le rôle principal est d'aborder les clients et de les diriger vers un comptoir ou une librairie. En effet, les vendeurs ambulants, grâce à leur maîtrise des contenus des comptoirs des vendeurs fixes et des rayons des librairies, savent vers quelle direction emmener le client ; ceci en fonction de son besoin. La particularité de ces vendeurs est que dès qu'ils se présentent devant un comptoir avec un client, il se l'approprie. Le propriétaire légitime s'éclipse ou se tient à distance et observe la négociation de loin³⁶. Dans leur négociation avec le client et grâce à leur maîtrise du prix des manuels scolaires, ils y ajoutent leur propre bénéfice. Si la vente est concluante, ils empochent leur bénéfice et remettent au propriétaire sa part de gain. Ils sont également

³³ Kamoua Emmanuel, 57 ans, vendeur de livres à Ekounou, Yaoundé, entretien du 25 juin 2017.

³⁴ Kamoua Emmanuel, 57 ans, vendeur de livres à Ekounou, Yaoundé, entretien du 25 juin 2017

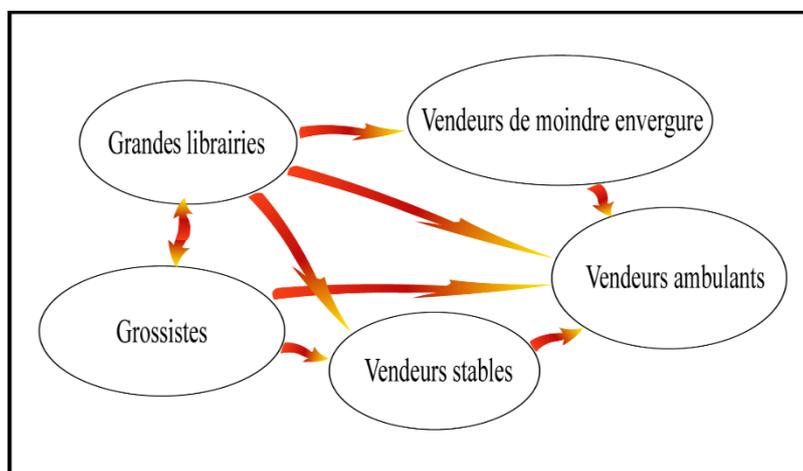
³⁵ Kamoua Emmanuel, 57 ans, vendeur de livres à Ekounou, Yaoundé, entretien du 25 juin 2017

³⁶ Kamoua Emmanuel, 57 ans, vendeur de livres à Ekounou, Yaoundé, entretien du 25 juin 2017

des vendeurs qui parcourent les étals des vendeurs fixes à la collecte des manuels afin de satisfaire leur clientèle qu'ils ont pris soin de faire asseoir quelque part, loin du regard des autres vendeurs de peur qu'ils n'écoutent leur négociation.

Pour mieux comprendre les différentes strates de ces vendeurs des manuels scolaires dans la partie septentrionale du Cameroun, nous avons essayé de schématiser par une figure. Il s'agit surtout des vendeurs du poteau tels que le présente la figure 2 ci-après :

Figure 1 : Tableau représentant la catégorie des acteurs de distribution des manuels scolaires au Nord-Cameroun



Source : *Enquêtes menées auprès des libraires du Nord-Cameroun en 2017*

Au regard de cette figure, on constate que les acteurs impliqués dans le commerce des manuels scolaires sont interdépendants. Les petits vendeurs comme les grands sont obligés de travailler en synergie pour satisfaire la demande de leur clientèle. Les gros vendeurs comme les petits se côtoient dans la pratique de leur activité afin de barrer la voie ou d'éviter la rupture dans les étals. Cependant, la plupart des vendeurs du Nord-Cameroun se ravitaillent auprès des grands libraires. Cette figure le montre à suffisance, car toutes les parties prenantes dans la partie septentrionale se ravitaillent dans les librairies qui constituent les lieux indiqués. Pour illustrer le travail, un échantillon des vendeurs des livres a été pris dans la ville de Maroua à l'Extrême-Nord et Ngaoundéré

dans l'Adamaoua au cours d'une campagne de vente des manuels scolaires. Dans ces deux villes, on retrouve des vendeurs qui sont installés pour leur propre compte et d'autres qui sont des employés périodiques, c'est-à-dire juste pour la campagne de vente de la rentrée scolaire. Les tableaux 4 et 5 de la page suivante sont une représentation des données collectées auprès de ces échantillons.

Tableau 2: Les vendeurs des manuels scolaires à la veille de la rentrée scolaire 2020-2021 dans la ville de Maroua

Types de vendeurs des manuels scolaires	Installés pour leur propre compte en plein temps	Installés pour leur compte d'une manière Temporaires	Employés en plein temps de librairies et magasins	Employés temporaires de librairies et magasins
Hommes	26	38	21	18
Femmes	00	00	05	25
Total	26	38	26	43

Source : Enquête réalisée dans les espaces de distribution des manuels scolaires à Maroua en septembre 2020.

Tableau 3 : Les vendeurs des manuels scolaires après la rentrée scolaire 2020-2021 dans la ville de Ngaoundéré.

Types de vendeurs des manuels scolaires	Installés pour leur propre compte en plein temps	Installés pour leur compte d'une manière Temporaires	Employés en plein temps de librairies et magasins	Employés temporaires de librairies et magasins
Hommes	20	32	14	18
Femmes	03	05	11	30
Total	23	37	25	48

Source : Enquêtes réalisées dans les espaces de distribution des manuels scolaires à Ngaoundéré en octobre 2020.

Ces tableaux présentent les catégories des personnes impliquées dans la commercialisation des manuels scolaires dans les villes de Maroua à l'Extrême-Nord et de Ngaoundéré dans l'Adamaoua. Il ressort que dans l'une comme dans l'autre ville, la distribution des manuels scolaires n'est pas une activité réservée seulement à des personnes d'un même sexe. On

y rencontre hommes comme femmes qui sont bien impliqués dans ce secteur d'activité. A des pourcentages différents, les uns et les autres sont implantés, soit pour leur propre compte, soit comme des employés dans des librairies, des magasins ou des étals appartenant à d'autres personnes. On remarque que 20.14% (Maroua) et 17.29% (Ngaoundéré) de ces vendeurs sont installés à leur propre compte exerçant à plein temps, c'est-à-dire vendent pendant les douze mois de l'année. A côté de ceux-ci, on retrouve 28.35% (Maroua) et 27.81% (Ngaoundéré) des vendeurs qui se manifestent uniquement pendant la période de la rentrée scolaire.

Parmi ces catégories de vendeurs, on retrouve des élèves et étudiants qui constituent les 40 % qui viennent pendant les vacances chercher de quoi préparer leur rentrée scolaire et académique. Il y a aussi 10,03 % d'autres qui mènent des activités ailleurs et viennent juste faire les affaires à la rentrée scolaire. Enfin, dans les deux dernières catégories de vendeurs, on a 19.40% (Maroua) et 18.79% (Ngaoundéré) d'employés à temps plein contre respectivement 32.08% et 36.09% d'employés travaillant de manière temporaire. Dans ces catégories de vendeurs, on rencontre des diplômés et des chômeurs soit 25, 35% en attente des concours et d'autres opportunités de recrutement, soit à la fonction publique, soit dans des structures privées. Il en est de même des élèves, des étudiants et des chômeurs qui n'ont pas de moyens pour s'installer à leur propre compte. Pour réussir la saison de vente, les libraires utilisent diverses stratégies et méthodes de vente ou d'achat de manuels scolaires³⁷

Conclusion

Si la distribution gratuite des manuels scolaires a permis la promotion de la culture occidentale, elle a aussi favorisé la vulgarisation de cet outil pédagogique indispensable pour l'éducation des apprenants. Pendant toute la période coloniale et même longtemps après l'indépendance du Cameroun, la région septentrionale a bénéficié de cette gratuité. Au

³⁷ Hamman Daniel, 45 ans, vendeur au poteau, Maroua, entretien du 23 mars 2019.

regard des difficultés qu'a connues le Nord-Cameroun pour l'implantation de l'école occidentale, lesquelles difficultés ont d'ailleurs fait de cette partie une zone moins scolarisée que le reste du pays, le gouvernement a adopté une politique spéciale en faveur de cette zone. Il était question de présenter les facteurs ayant favorisé la gratuité des manuels scolaires au Cameroun avec un accent sur la région septentrionale, d'analyser le contexte de la commercialisation des manuels scolaires dans cette partie du pays, de s'intéresser à la trajectoire des manuels scolaires, aux acteurs de cette filière, à l'organisation et au fonctionnement de ce secteur d'activité. Il ressort que la mesure particulière prise pour améliorer la scolarisation de la région septentrionale après la baisse de la subvention dont bénéficiait le pays s'est arrêtée avec la crise économique qui a secoué le pays dans les années 1980 conduisant à la commercialisation des manuels scolaires. Le manque de maisons d'édition dans cette région a fait naître des trajectoires diverses pour alimenter le Nord en manuels scolaires avec des librairies formelles mais davantage informelles.

Références bibliographiques

Sources orales

Noms et Prénoms	Âges	Statut Socioprofessionnel	Entretien	
			Lieu	Date
Abdou Bouba	45ans	Régisseur de recette à la délégation régionale du commerce Extrême-Nord	Maroua	19 Mars 2019
Ali Kirna	76 ans	Premier délégué provincial à l'éducation pour le Nord	Garoua	18 Novembre 2018
Ali Mahamat	47 ans	Importateur des livres des pays d'Afrique francophone	Maroua	18 Novembre 2018
Ali Taiga	75ans	Homme d'affaire et actionnaire à la SOPROSDIA	Maroua	25 Juillet 2017
Dargouna Dikissia	65 ans	Chef d'établissement retraité	Maroua	14 Septembre 2017
Dounia Etienne	65 ans	Chef d'établissement retraité	Ngaoundéré	20 Juin 2016
Foka Michel	56 ans	Libraire à Mvogada montée SNI Yaoundé	Yaoundé	28 Juillet 2019
Gale	70ans	Massai	Midjiving	14 Septembre

**AFO-A-KOM: Journal of Culture, Performing and Visual Arts: GARGA
BARGUE**

Moulvoug				2022
HAmadou Bouba	55ans	Délégué Régional du commerce Extrême-Nord	Maroua	12 Juin 2019
Haman Daniel	45 ans	Vendeur des livres poteau	Maroua	23 Mars 2019
Haman Guiké	51 ans	Parent d'élèves	Maroua	23 Juin 2022
Kamoua Emmanuel	57 ans	Vendeur au poteau Ekounou Yaoundé	Yaoundé	25 Juin 2017
Lawane Jacques	70 ans	Chef d'établissements retraité	Maroua	20 Juillet 2017
Madamso u Mitna	48 ans	Parent d'élèves	Maroua	25 Janvier 2022
Madi Mathieu	45 ans	Vendeur livres au poteau		
Madi Zourmba	45 ans	Vendeur livres à Garoua	Garoua	15 Novembre 2017

Ouvrages

- André L., 1973, Planification de l'éducation : Cameroun (mission) novembre 1996-juin, Paris, UNESCO.
- André L., 1975, le financement de l'enseignement public et privé du premier degré au Cameroun oriental, Paris, UNESCO.
- Delors, J., 1996, L'éducation, un trésor est caché dedans, Paris, Odile Jacob.
- Demeuse, M. et al., 2010, «Des Zones d'Éducation Prioritaires à la différenciation de l'encadrement: vingt ans de politiques compensatoires en communautés françaises de Belgique», Indirect, les Clés de la gestion scolaire N°18, pp.65-78.
- Eizlini, C., 2013, Le Bulletin de l'Enseignement de l'AOF, une fenêtre sur le personnel d'enseignement public, expatrié en Afrique occidentale Française 1913.
- Hardy, G., 2005, Une conquête morale : l'enseignement en AOF (réédition), Paris, L'Harmattan.
- Henri E., et Guissan., 2001, «Aperçu général de l'histoire de l'Église UEENC (Union des Églises Évangéliques au Nord Cameroun) », Mokolo, pp. 1-21.
- Jean L., 2003, L'École et les savoirs, Paris, L'Harmattan.
- Jean L.D., 1996, « Évolution récente de la scolarisation des jeunes dans l'Adamaoua », Ngaoundéré-Anthropos, Revue de Sciences Sociales, Vol.1, pp.29-54.
- Jean P. B., 2005, La fabrique du Crétin. La mort programmée de l'école, Collection «Coup de Gueule», Paris, Jean-Claude Gawsewitch.
- Kom, D., 2009, «Scolarisation, mariage et travail des enfants au Nord-Cameroun», Alternatives Sud,16(117).
- Lasseur, M.,2005, «Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu», Afrique Contemporaine 3(215),pp.93-116.
- Lodého, O., «Les partenaires de l'école: famille et institutions», [Article]//Expressions.-Saint Denis de la Réunion:[n.s.], Mai 2006.-27.-pp.139-143.

- Martin, J.-Y., 1970, *Les Matakam du Cameroun : essai sur la dynamique d'une société préindustrielle*, Paris, IRD Éditions.
- Martin, J.-Y., 1975, « Inégalités régionales et inégalités sociales: l'enseignement secondaire au Cameroun septentrional », *Revue française de sociologie*, XVI, pp.317-334.
- Martin, J.-Y., 1971, « L'école et les sociétés traditionnelles au Cameroun septentrional », *Cahiers de l'ORSTOM, Série Sciences Humaines*, III(3), pp.295-333.
- Mazalto, M., 2002, *Diriger un établissement scolaire. L'éducation nouvelle au quotidien*, Préface de Jacques Demeulier, Paris, L'Harmattan.
- Messina, J.-P. et van Slageren, J., 2005, *Histoire du christianisme au Cameroun : des origines à nos jours : approche œcuménique*, Paris, Karthala.
- Messina, J.-P., 1992, « Contexte historique général de l'Enseignement catholique 1890-1990 », in *Secrétariat Permanent de l'Enseignement Catholique, L'Enseignement catholique au Cameroun 1890-1990/The Catholic in Cameroon 1890-1990*, Collection Publication du Centenaire, Bologna, Grafiche Dehoniane, pp. 31-51.
- Pierre B. et Jean C. P., 1964, *Les héritiers, les étudiants et la culture*, Coll. Le sens commun, Paris, Les Éditions de Minuit.
- Pierre B. et Jean C. P., 1970, *La reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Coll. Le Sens commun, Paris, Les Éditions de Minuit.
- Pierre M., 1998, *L'Aveuglement français, le libéralisme contre la régression sociale*, Paris, Stock.

Thèses et Mémoires

- Abali Mboula et *al.*, 2010, *L'Appui des volontaires et des coopérants internationaux dans le système éducatif dans l'Extrême Nord : 1960-2010*, Mémoire de DIPES II d'Histoire, Maroua, École Normale Supérieure de Maroua ;
- Albert, Jiotsa, 2008, *Programmes et Manuels scolaires au Cameroun sous administration coloniale française (1916-1960)* Mémoire de Maîtrise, Université de Yaoundé I.
- Baux, S., 2007, *Les familles lobi et l'École : entre rejets mutuels et lentes acceptations. Socio-anthropologie du système scolaire et des pratiques familiales de scolarisation au Burkina Faso*, Tomes 1 et 2, Thèse de doctorat en Sociologie, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales.
- Charara Y., 2011, *La communauté éducative de l'école de Madaka, Cameroun*, Université de Montréal, Québec.
- Emmanuel M., 1996, *L'œuvre catholique d'enseignement au Cameroun (1890-2014) : une progression dans l'exigence de qualité. Approche en droit canonique et en droit camerounais*, Thèse de doctorat en droit, Paris, Université Paris-Saclay.

- Panya Padama, 1998, Les Moundang du Nord-Cameroun et leurs beufs:1800-1949, Mémoire de Maitrise d'Histoire, Ngaoundéré, Université de Ngaoundéré.
- Panya Padama, 2015, Evolution de la carte scolaire de l'enseignement secondaire au Nord-Cameroun : 1948-2015, Mémoire de thèse en histoire, Université de Maroua
- Thiery Nna E. 2015, La « camerounisation » des programmes d'enseignement de l'école primaire au Cameroun : 1960-2013, Mémoire de Master d'histoire, Ngaoundéré, p 65.
- Vernyuy, F. et Ngaba Zogo, S., 2009, « Role of Cameroonian Municipal Councils in financing Education-For-All within the context of decentralisation », Yaoundé, CEFAN